

**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC
11 Laurier St./ 11 rue, Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1 / Noyau 0A1
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

**LETTER OF INTEREST
LETTRE D'INTÉRÊT**

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Scientific, Medical and Photographic Division / Division
de l'équipement scientifique, des produits photographiques
et pharmaceutiques
11 Laurier St./ 11 rue, Laurier
6B1, Place du Portage
Gatineau, Québec K1A 0S5

Title - Sujet DDR - POUR DES APPAREILS DE RADIOSC	
Solicitation No. - N° de l'invitation 21120-140531/A	Date 2013-11-13
Client Reference No. - N° de référence du client CSC BPA 1990531	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$\$\$PV-883-63881
File No. - N° de dossier pv883.21120-140531	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-11-29	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST	
F.O.B. - F.A.B. Specified Herein - Précisé dans les présentes Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input checked="" type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Saunders, Lynda	Buyer Id - Id de l'acheteur pv883
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-6851 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-3814
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) Signature Date	

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS**PROJET DE RENOUVELLEMENT DES APPAREILS DE RADIOSCOPIE POUR LES BAGAGES****TABLE DES MATIÈRES**

1.0	Contexte	3
1.1	Service correctionnel du Canada	3
1.2	Projet de renouvellement des appareils de radioscopie pour les bagages	3
1.3	Objectifs de la présente demande de renseignements	4
2.0	Processus de demande de renseignements	4
2.1	Nature de la demande de renseignements	4
2.2	Nature et format des réponses demandées	4
2.3	Coûts des réponses	5
2.4	Traitement des réponses	5
2.4.1	Utilisation des réponses	5
2.4.2	Équipe d'examen	5
2.4.3	Confidentialité	5
2.4.4	Activité de suivi	5
2.5	Demandes d'information	6
2.6	Présentation des réponses	6
3.0	Besoins du SCC	6
4.0	Domaines d'intérêt particulier	7

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

PROJET DE RENOUVELLEMENT DES APPAREILS DE RADIOSCOPIE POUR LES BAGAGES

1.0 Contexte

1.1 Service correctionnel du Canada

Le Service correctionnel du Canada (SCC) est un organisme faisant partie du portefeuille de la Sécurité publique. Ce portefeuille rassemble des organisations clés du gouvernement fédéral chargées de la sécurité publique, notamment la Gendarmerie royale du Canada, la Commission des libérations conditionnelles du Canada, l'Agence des services frontaliers du Canada, le Service canadien du renseignement de sécurité et trois organismes d'examen.

Le SCC contribue à la sécurité publique en assurant la garde et la réinsertion sociale des délinquants. Plus précisément, le SCC est chargé d'administrer les peines de deux ans ou plus imposées par des tribunaux aux délinquants. Cela comprend la surveillance en établissement et la surveillance dans la collectivité de délinquants faisant l'objet d'une ordonnance de surveillance de longue durée, dont la durée maximale est de 10 ans. Le SCC est actuellement responsable d'environ 15 000 détenus et de 8 000 délinquants sous surveillance active dans la collectivité.

Le SCC est présent d'un océan à l'autre, tant dans les grands centres urbains aux populations de plus en plus diversifiées que dans les collectivités inuites éloignées du Nord. Il gère des établissements, des centres de traitement, des pavillons de ressourcement pour détenu[e]s autochtones, des centres correctionnels communautaires et des bureaux de libération conditionnelle. En outre, le SCC compte cinq administrations régionales qui fournissent un soutien à la gestion et à l'administration et qui se chargent de la prestation des programmes et des services. Le SCC gère également un centre de recherche en toxicomanie, un centre d'apprentissage en gestion correctionnelle, des collèges régionaux du personnel et une administration centrale.

1.2 Projet de renouvellement des appareils de radioscopie pour les bagages

Le SCC doit installer ou remplacer des appareils de radioscopie pour la détection d'objets interdits (ci après désignés sous le nom d'"appareils de radioscopie") qui sont utilisés dans un certain nombre de ses établissements correctionnels fédéraux (ci après désignés sous le nom d'"établissements"). Ces appareils de radioscopie sont utilisés pour passer à la radioscopie les colis et le matériel introduits dans un établissement afin de détecter la présence de substances et d'objets interdits.

La construction de nouvelles unités résidentielles dans certains établissements ainsi que la nécessité de remplacer les appareils à radioscopie de première ligne qui en sont à la fin de leur durée de vie utile obligent le SCC à faire l'acquisition de nouveaux appareils de radioscopie.

Étant donné l'évolution du profil de sécurité du SCC et du ministère de la Sécurité publique en général, le SCC a décidé d'examiner la prochaine génération de technologies de radioscopie dans le secteur de la sécurité. Il y a eu de récents progrès dans le fonctionnement des appareils de radioscopie et le Service souhaite se pencher sur les avantages et les inconvénients présentés par l'adoption de ces nouvelles approches.

À cette étape préliminaire, le SCC examine toutes les options qui existent pour répondre aux besoins de ce projet.

1.3 Objectifs de la présente demande de renseignements

Le but de cette DDR est d'obtenir de la rétroaction du secteur industrielle afin que le SCC puisse mieux définir ses exigences d'une éventuelle sollicitation. Cette rétroaction aidera le SCC à veiller à ce que ses exigences sont en ligne avec les normes de l'industrie.

2.0 Processus de demande de renseignements

2.1 Nature de la demande de renseignements

La présente demande de renseignements vise à :

1. inviter les experts de l'industrie et les fournisseurs éventuels des produits et des services appropriés à faire part de leurs observations quant aux besoins du SCC ou de faire en sorte que les attentes du Service soient conformes aux capacités, à l'expérience et à l'orientation de l'industrie;
2. inviter les fournisseurs éventuels à indiquer dans quelle mesure ils souhaiteraient participer à une demande de soumissions qui pourrait être lancée ultérieurement en ce qui touche les appareils de radioscopie pour les bagages.

Il ne s'agit pas d'un appel d'offres. La présente demande de renseignements ne donnera pas lieu à l'attribution d'un contrat. Par conséquent, les fournisseurs éventuels des biens ou des services décrits dans la présente demande de renseignements ne doivent pas réserver de stocks ou d'installations, ni affecter de ressources à la lumière des renseignements qui y sont présentés. La présente demande de renseignements n'entraînera pas non plus la création de listes de fournisseurs. Le fait qu'un fournisseur éventuel réponde ou non à cette demande de renseignements ne l'empêchera donc pas de participer à d'éventuels processus d'approvisionnement.

En outre, la présente demande de renseignements n'entraînera pas forcément l'achat des biens et des services qui y sont décrits. Elle vise seulement à obtenir les commentaires de l'industrie sur les points qui y sont abordés.

2.2 Nature et format des réponses demandées

Les répondants sont invités à présenter leurs commentaires, leurs préoccupations, et, le cas échéant, leurs recommandations sur la façon de répondre aux besoins ou d'atteindre les objectifs définis dans la présente demande de renseignements. Les répondants sont priés de décrire les hypothèses qu'ils avancent dans leur réponse.

La réponse à la présente demande de renseignements n'est pas assujettie à une structure ou à un format officiel. Le répondant ne devrait pas hésiter à fournir les renseignements qu'il estime utiles et pertinents pour l'analyse du projet par le SCC et l'élaboration de documents d'invitation à soumissionner en vue de l'achat d'un ou plusieurs produits répondant à ses besoins.

Les répondants sont invités à envoyer leurs réponses aux questions posées avec de suffisants détails. **LES RÉPONSES NE DOIVENT PAS FAIRE RÉFÉRENCE AU PRIX PARTICULIER D'UN RÉPONDANT.** Celui-ci doit expliquer les hypothèses qu'il avance dans ses réponses.

Le SCC demande seulement aux répondants d'indiquer dans leur réponse la question à laquelle se rapportent les renseignements fournis. Cela aidera le personnel du SCC à réunir et à classer les renseignements présentés qui portent sur des aspects précis du projet.

2.3 Coûts des réponses

Canada ne remboursera pas les coûts engagés par les répondants pour donner suite à la présente demande de renseignements.

2.4 Traitement des réponses

2.4.1 Utilisation des réponses

Les réponses ne seront pas évaluées de manière officielle. Toutefois, Canada pourrait les utiliser pour élaborer ou modifier ses stratégies d'approvisionnement ou toute ébauche contenue dans la présente demande de renseignements. Canada examinera toutes les réponses reçues d'ici la date de clôture de la demande de renseignements. Canada peut, à sa discrétion, examiner des réponses reçues après cette date.

2.4.2 Équipe d'examen

Une équipe d'examen composée de représentants du Canada examinera les réponses. Canada erve le droit d'embaucher tout consultant indépendant ou d'utiliser toute ressource gouvernementale dont il estimerait avoir besoin pour examiner les réponses. Les réponses ne seront pas forcément toutes examinées par l'ensemble des membres de l'équipe d'examen.

2.4.3 Confidentialité

Les répondants doivent indiquer les parties de leur réponse qui, de leur avis, sont de nature confidentielle ou une propriété exclusive. Canada les traitera conformément aux dispositions de la Loi sur l'accès à l'information.

2.4.4 Activité de suivi

Canada peut, à sa discrétion, communiquer avec les répondants pour leur poser d'autres questions ou clarifier certains aspects de leur réponse. Canada peut inviter un répondant, quelques répondants ou tous les répondants à présenter leur réponse ou à lui faire une démonstration d'un produit. Canada n'est pas tenu d'inviter les répondants à cet examen approfondi et ces derniers ne sont pas obligés d'y participer.

2.5 Demandes d'information

Comme il ne s'agit pas d'un appel d'offres, le gouvernement du Canada ne répondra pas forcément à toutes les demandes d'information par écrit et n'enverra pas forcément les réponses à tous les répondants. Toutefois, les répondants ayant des questions au sujet de la présente demande de renseignements pourront les adresser à la personne suivante :

Autorité contractante : Lynda Saunders
Adresse : Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
11, rue Laurier, 6A2, Place du Portage Phase III
Gatineau (Québec) K1A 0S5
Courriel : lynda.c.saundersl@tpsgc-pwgsc.gc.ca
Téléphone : 819-956-6851
Télécopieur : 819-956-3814

2.6 Présentation des réponses

- (a) **Heure et lieu de présentation des réponses** : Les répondants doivent envoyer leurs réponses par courriel à l'adresse électronique de l'autorité contractante indiquée au point 2.5, au plus tard à la date précisée sur la page de couverture de la DDR.
- (b) **Responsabilité relative au respect des délais prescrits** : Il incombe à chaque répondant de s'assurer que sa réponse est transmise à la bonne adresse dans les délais prescrits.
- (c) **Identification des réponses** : Chaque répondant doit s'assurer que son nom et son adresse, le numéro de la demande et la date de clôture figurent lisiblement sur l'enveloppe.

3.0 Besoins du SCC

La liste suivante contient les exigences primordiales que le SCC a établies pour les nouveaux appareils de radioscopie. Cette liste a été dressée pendant un examen préliminaire des facteurs qui ont conduit à la nécessité de trouver une solution sur le terrain et auprès des organismes du ministère de la Sécurité publique du Canada. Ces exigences sont représentatives de la vision initiale du projet de renouvellement des appareils de radioscopie et feront l'objet d'un examen plus approfondi et, peut-être, de modifications tout au long de l'élaboration du projet.

Les appareils de radioscopie doivent avoir les caractéristiques suivantes :

1. Balayage normal d'un objet d'au moins 38,1 cm de largeur par 25,4 cm de hauteur et de longueur indéterminée.
2. Méthode améliorée de balayage par rapport à celle qu'utilisent les appareils de radioscopie standard (c. à d. des images à deux dimensions en noir et blanc d'une seule source et à un seul récepteur) qui donne aux opérateurs un résultat supérieur en un seul balayage d'un objet.
3. Puissance des rayons X suffisante pour pénétrer l'acier à une épaisseur d'au moins 26 mm à chaque balayage.
4. Production d'une image d'une résolution d'un fil de cuivre massif d'un calibre d'au moins 36 AWG à chaque balayage.
5. Alimentation à l'aide d'une prise de courant CA standard de 120V/15A sans adaptateur ou modification sur place.
6. Conformité aux normes de sécurité applicables, comme la Loi sur les dispositifs émettant des radiations et le Code de sécurité 29 - Dispositifs à rayons X pour l'inspection des bagages - précautions à prendre de Santé Canada.
7. Capacité autonome, sans intervention de l'opérateur autre que celle de placer un objet à examiner, d'acheminer un objet dans son tunnel de balayage, d'effectuer le balayage et de faire passer l'objet à travers son tunnel de balayage vers une zone où l'opérateur peut le récupérer.
8. Permettre à l'opérateur de manipuler l'image de façon à ce que toute l'étendue du contraste de l'image générée par le balayage puisse être visionnée à divers niveaux d'intensité. Cette fonction ne doit pas nécessiter que l'objet soit balayé de nouveau.
9. Permettre à l'opérateur de faire pivoter l'image sur le moniteur sans qu'il ait à repositionner l'objet dans l'appareil ni à le balayer de nouveau.

10. Photographie d'un objet balayé et conservation des données relatives à cet objet dans un registre unique pour chaque balayage. Les fichiers journaux doivent être stockés localement pendant au moins 30 jours.
11. Transmission des balayages et des données stockés à un dispositif externe de stockage de données, notamment un ordinateur, un disque dur ou un support d'information amovible.
12. Présentation de l'information dans les deux langues officielles : en français et en anglais.

4.0 Domaines d'intérêt particulier

Voici quelques-uns des éléments clés du projet de renouvellement des appareils de radioscopie pour les bagages pour lesquels le SCC demande aux répondants de fournir leurs commentaires. Même si ces derniers sont invités à transmettre leurs commentaires ou suggestions librement, le SCC leur demande de commenter en particulier les sujets mentionnés dans les questions suivantes. Le SCC leur demande aussi d'indiquer le numéro de la question à laquelle ils répondent.

1. Compte tenu de l'information fournie ci dessus (section 3.0) sur les appareils de radioscopie, comment, selon votre organisation, le SCC devrait il procéder pour la conception, l'élaboration et la mise en œuvre de ce projet?
2. Veuillez indiquer toutes les exigences établies dans l'information fournie ci dessus sur les appareils de radioscopie auxquelles votre entreprise ne peut répondre. Pour chaque exigence à laquelle votre entreprise ne peut répondre, veuillez proposer une solution.
3. Afin de respecter le profil de sécurité amélioré mis en œuvre dans l'ensemble du SCC et des organismes du ministère de la Sécurité publique du Canada, le SCC souhaite faire l'acquisition d'appareils de radioscopie qui peuvent produire des images à partir d'un balayage et fournir davantage d'information sur le contenu d'un objet examiné. Quelles technologies votre organisation utilise t elle pour fournir un meilleur balayage des objets passés dans l'appareil de radioscopie? Veuillez fournir tous les renseignements que vous jugez pertinents afin de faire bien comprendre au SCC :
 - a. la technologie utilisée;
 - b. ses avantages;
 - c. ses inconvénients;
 - d. l'historique de son développement
 - e. la différence de coûts entre cette technologie et un appareil de radioscopie standard;
 - f. l'étendue de son déploiement au sein de votre clientèle.
4. Le SCC a lancé un programme de formation unique offert à l'interne à tous les agents correctionnels de première ligne de tous les établissements du Canada. Votre organisation est elle en mesure d'offrir aux administrateurs de ce programme de formation une séance de formation complète de type " formation des formateurs " pour les opérateurs? Votre organisation est elle en mesure d'offrir aux administrateurs de ce programme de formation des documents de formation qui peuvent être segmentés et modifiés en vue d'être intégrés au programme de formation offert par le SCC?
5. Veuillez décrire l'organisation de la chaîne d'approvisionnement du produit proposé. Les appareils entièrement fonctionnels, les pièces de rechange et les périphériques sont ils conservés dans des entrepôts ou des centres de distribution? Le cas échéant, où ces entrepôts ou centres de distribution sont ils situés? Quelle incidence votre lieu d'approvisionnement aura t il sur les délais de réponse aux questions des clients? Dans quelle mesure votre organisation est elle établie au Canada?

6. Veuillez décrire le modèle d'entretien et de service que privilégie votre organisation. Les ressources du SCC seraient-elles suffisamment qualifiées pour effectuer l'entretien de première ligne des appareils de radioscopie? Le personnel d'entretien de première ligne doit-il détenir une certification d'entretien ou de service pour effectuer le travail?
7. Quel est le positionnement de votre organisation dans l'industrie pour ce qui est de l'approvisionnement, la configuration et l'installation des appareils de radioscopie décrits à la section 3.0?
8. Selon vous, existe-t-il des éléments importants à considérer dont nous devons tenir compte dans les possibilités offertes concernant les appareils de radioscopie si le SCC souhaite aller de l'avant avec ce projet?